

Dans le cadre de la Semaine de solidarité avec les prisonniers politiques

MOBILISATION POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES SAHRAOUI ET L'EXTENSION DU MANDAT DE LA MISSION DE L'ONU AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil de Sécurité de l'ONU devrait adopter fin avril une résolution sur le Sahara occidental. Les années précédentes, malgré les demandes réitérées de nombreux gouvernements et d'organisations internationales des droits de l'homme, **le Conseil de sécurité a refusé de mettre en œuvre le référendum d'autodétermination et d'étendre le mandat de la Minurso (Mission des Nations unies pour le Sahara occidental) à la surveillance du respect des droits de l'homme.** Pourtant, dans son rapport du 10 avril 2014, le secrétaire général de l'ONU s'était prononcé pour "le contrôle continu, indépendant et impartial des droits de l'homme".

Depuis l'adoption de la résolution sur le Sahara occidental en avril 2014, la répression n'a pas cessé contre la population sahraouie. La pratique de la torture et des traitements inhumains perdure. Les libertés d'expression, d'association, d'information et de manifestation ne sont toujours pas respectées. Des délégations d'observateurs étrangers et des journalistes sont régulièrement expulsés. Les 22 militants sahraouis du groupe de Gdeim Izik condamnés le 17 février 2013 à de lourdes peines de prison (de 20 ans à la perpétuité) par un tribunal militaire sont toujours détenus.

Dans la perspective de la prochaine réunion du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental, les associations sahraouies (ASF, ACSF), de soutien à la cause sahraouie et des droits de l'homme regroupées dans la Plateforme Sahara occidental appellent à participer au

RASSEMBLEMENT MERCREDI 15 AVRIL À 15H PLACE des INVALIDES (près du métro Invalides)

pour demander au gouvernement français de ne plus soutenir le pouvoir marocain qui bafoue en toute impunité le droit international et exiger des pays membres du Conseil de sécurité, dont la France, d'inscrire dans la résolution d'avril sur le Sahara occidental:

- la libération des prisonniers politique sahraouis**
- la mise en œuvre rapide du référendum d'autodétermination**
- l'extension du mandat de la Minurso aux droits de l'homme**
- l'interdiction de la prospection et de l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental**

Une "Lettre ouverte" est adressée au président de la République par de nombreuses associations et des rendez-vous ont été demandés au ministre des affaires étrangères et aux groupes politiques à l'Assemblée nationale.

Paris le 2 avril 2015

Contact: plateformeso@gmail.com